

L'explosion sociale de 2019 est remémorée en Colombie

Image not found or type unknown

Bogota, 21 novembre (RHC) Les Colombiens commémorent aujourd'hui le début, il y a deux ans, de l'explosion sociale contre le train de mesures économiques appelé "paquetazo" du gouvernement d'Iván Duque et pour exiger le respect intégral des Accords de paix.

«Aujourd'hui, nous fêtons le deuxième anniversaire du dernier grand bouleversement social. Cela fait deux ans, jour pour jour, il y a deux ans, nous avons perdu la peur et rempli les rues d'une rage digne. La force publique a utilisé ses armes contre ceux qui exerçaient leur droit légitime à la protestation sociale, pour lesquels nous continuons à exiger justice », a déclaré la conseillère municipale de Bogota Heidi Sánchez.

Le 21N, comme on l'appelle ces journées de manifestations de masse, a commencé par l'appel à une grève nationale contre l'ensemble des initiatives gouvernementales tendant à approfondir le néolibéralisme.

Les revendications initiales demandaient le retrait du projet de loi sur la réforme fiscale en cours d'analyse au Congrès, l'abrogation immédiate du décret portant création de la Holding financière, l'abrogation de la circulaire sur la stabilité de l'emploi renforcée, entre autres.

Dès le premier jour, la mobilisation a généré la présence de multiples secteurs sociaux avec une grande diversité de revendications, qui ne sont pas toutes couvertes par les pétitions proposées dans l'appel.

À cet égard, le cahier de revendications que le Comité national de grève a présenté au président Duque le 26 novembre, après plusieurs jours de mobilisation massive, comportait des exigences supplémentaires telles que l'élimination de l'escadron mobile antiémeute (Esmad), épuration de la police, et définition des politiques environnementales.

Il faut également que le Congrès examine immédiatement le projet de loi anticorruption, et que les accords signés avec les étudiants, les autochtones, les paysans, les enseignants et d'autres secteurs sociaux soient immédiatement appliqués.

Cette explosion, bien qu'elle ait commencé à Bogota, la capitale, a eu des dimensions régionales et sectorielles, de sorte que divers peuples originaires se sont joints à la grève, convoqués par l'Organisation Nationale Indigène de Colombie, ou par leurs propres autorités tout au long du pays.

Leurs principales revendications ont été l'arrêt des assassinats d'autochtones, le respect des accords avec les communautés et du chapitre ethnique de l'Accord de paix.

Ils ont également dénoncé le déplacement de certaines communautés autochtones, ont exigé la protection de l'eau et de la biodiversité, dénonçant ainsi l'atteinte portée à leurs territoires par le modèle de développement basé sur l'extraction minière et sur la coupe d'arbres à bois.

Le peuple afro-colombien a également mené de grandes mobilisations dans plusieurs villes qui ont exigé le respect des accords des communautés civiques de Buenaventura et de Quibdó tout en dénonçant l'assassinat de dirigeants politiques et sociaux.

Les violences policières contre les manifestations ont fait plusieurs morts, dont Dilan Cruz, lycéen de 18 ans, frappé à la tête par une balle tirée par l'Esmad.

Source Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/277719-lexplosion-sociale-de-2019-est-rememoree-en-colombie>



Radio Habana Cuba